

Allemagne : l'AfD, anti-migrants, sous surveillance et interdit de débats pré-électoraux

écrit par Jean Schoving | 3 février 2016



Illustration : le ministre de l'Économie, Sigmar Gabriel (SPD), à Varsovie © Bernd von Jutrczenka/dpa

Nous nous étions réjouis il y a peu des déclarations de Frauke Pedry, disant qu'il faudrait tirer sur les migrants ne respectant pas les frontières, bien que 24 heures après, devant le tollé suscité par ses propos elle se soit reniée... Mais ce reniement ne suffit pas à calmer le jeu, évidemment. Les deux premiers partis voient avec angoisse l'AfD grignoter leurs parts de marché... France-Allemagne même combat, la vraie lutte est contre les partis dits populistes... et non contre l'immigration et l'islamisation, instruments de mise au pas des peuples.

Christine Tasin

Selon Sigmar Gabriel, le parti allemand AfD est antidémocratique

Alternative für Deutschland

L'AfD selon Gabriel un parti à surveiller

SPD-Chef Gabriel s'est prononcé pour une surveillance du parti AfD par l'Office fédéral de protection de la Constitution. De plus, le parti alternatif devrait être exclu des débats télévisés pré-électoraux.

Après les [déclarations](#) de la patronne de l'AfD, Frauke Petry, en faveur d'une utilisation d'armes contre les réfugiés aux frontières, le vice-chancelier, Sigmar Gabriel, s'est prononcé pour une surveillance du parti populiste de droite par l'Office fédéral pour la protection de la Constitution. Le chef du SPD a demandé en outre dans l'hebdomadaire dominical Bild am Sonntag, que l'AfD soit exclu de tout débat télévisé dans les chaînes de télévision publiques : « *Pour moi, l'AfD est du ressort de la protection de la Constitution et n'a rien à faire à la télévision.* »

« Il est incroyable que de tels partis soient maintenant autorisés à distiller leurs slogans dans les chaînes de télévision publiques », s'est emporté Gabriel face au journal, en ajoutant : « Dans le passé, une règle claire était en vigueur en Allemagne : les partis qui se prononcent contre les principes démocratiques et de liberté de notre pays, nous ne leur venons pas en sus en aide pour diffuser leur propagande à la télévision. »

La présidente du parti populiste Alternative für Deutschland, Frauke Petry, avait demandé dans le Mannheimer Morgen qu'au vu de l'important afflux de réfugiés, il fallait empêcher qu'une telle masse de réfugiés non enregistrés continuent à entrer en Allemagne en passant par l'Autriche. À cet effet, la police devait « si besoin est, faire même usage d'armes à feu », a déclaré Petry. De nombreuses réactions outrées ont fait suite à cette attaque verbale.

La SPD veut faire observer l'AfD par l'Office fédéral de

protection de la Constitution. La présidente de l'AfD, Frauke Petry a suscité des critiques sévères par sa demande de faire tirer au besoin sur les réfugiés aux frontières. La secrétaire générale de la SPD, Katarina Barley, entend à présent la faire surveiller par le Verfassungsschutz allemand.

Gabriel considère que le parti populiste est par conséquent en conflit avec la Loi fondamentale, la constitution allemande : « *Dans le cas de l'AfD, il existe de fortes présomptions que le parti n'est pas régi par les principes de notre République en matière de libertés et de démocratie. Il ne s'agit pas seulement d'exigences bancales comme celles de Petry demandant que chaque femme ait au moins trois enfants. Mais cette dame souhaite en plus que l'on tire sur des réfugiés sans armes aux frontières allemandes.* » Gabriel a fait valoir que Petry était née à Dresde et devait savoir par conséquent ce que cela signifie de vouloir tirer sur des personnes humaines aux frontières.

Le chef de la Chancellerie, Peter Altmaier (CDU), ne croit pas que l'Afd puisse s'établir de façon durable comme troisième force politique du pays. « *Aucun parti comparable n'est parvenu jusqu'à présent à s'établir de façon pérenne en Allemagne* », a déclaré Altmaier à Bild am Sonntag. « *Ce succès apparent va tomber en miettes quand le défi de la crise des réfugiés sera maîtrisé.* » Il souligne : « *Ces partis de droite ne savent que protester, ils n'ont aucune solution à proposer.* »

Cours d'intégration dès le premier jour

Concernant les réfugiés, Gabriel a demandé des cours d'intégration et d'apprentissage de la langue dès le premier jour en Allemagne. « *Dès les installations de premier accueil, les réfugiés ne doivent pas seulement apprendre notre langue, mais également comment fonctionne l'Allemagne et quelles règles y sont applicables* », dit-il. Ce serait une erreur de ne commencer qu'au terme de la procédure d'asile comme le veut

la CDU/CSU.

Pour ce qui est des négociations en cours entre le gouvernement fédéral et les Länder, le vice-chancelier a signalé que cette année, l'accent principal devait être mis sur les tâches d'intégration : « *L'année dernière, nous nous sommes occupés en priorité de l'hébergement. Nous n'avons pas fait assez d'efforts pour l'intégration et le consensus social, ce à quoi nous devons nous atteler à présent.* » Ceci comprend des cours de langues et d'intégration ainsi que la construction de logements accessibles pécuniairement dans les grandes villes.

<http://www.zeit.de/politik/deutschland/2016-01/gabriel-afd-verfassungsschutz>